

nos amis de la droite soient au courant de ces faits, bien qu'au fond de son cœur, le ministre du Commerce et de l'Industrie sache bien que le meilleur moyen de coloniser notre pays, que le meilleur moyen d'y attirer des immigrants, que le meilleur moyen de peupler notre pays de l'Ouest de gens heureux et satisfaits, c'est de leur ouvrir les marchés de la grande république américaine. Le Gouvernement a refusé avec insistance d'inscrire dans nos statuts une loi qui permettrait à nos cultivateurs et à nos éleveurs de l'Ouest d'exporter librement leurs produits sur les marchés des Etats-Unis. Une loi de cette nature ferait plus pour le développement de notre commerce que tous les commissaires et tous les émissaires que mon honorable ami pourraient expédier dans tous les pays de l'univers. Et après cela, nos amis de la droite osent prétendre qu'ils sont en faveur de l'accroissement de notre commerce.

M. BLAIN: L'honorable député est-il d'opinion que le peuple canadien a commis une erreur, en 1911, lorsqu'il s'est prononcé contre la réciprocité avec les Etats-Unis?

L'hon. M. PUGSLEY: Selon moi, le peuple canadien a commis une erreur.

Mais les résultats n'en furent pas aussi désastreux pour le peuple qu'ils l'eussent été si le parti démocrate aux Etats-Unis était sorti victorieux de la dernière élection et nous avait ouvert ses marchés. Le résultat fut que nous avons pu vendre notre bois aux Etats-Unis sans payer de droit; que notre avoine a subi une détaxe de 15 à 16 cents le boisseau et que le droit sur les bestiaux fut également réduit dans une proportion très notable.

M. TURRIFF: Il a été enlevé, ainsi que le droit sur les cochons.

L'hon. M. PUGSLEY: Oui. En effet. En conséquence nos exportations à destination de ce pays ont augmenté énormément et nous n'avons pas ressenti les effets désastreux qui, sans cela, auraient pu résulter du fait qu'on n'avait pas voulu de la convention faite avec les Etats-Unis. Non seulement le Gouvernement actuel ne veut pas adopter de loi permettant d'exporter en franchise le blé et ses dérivés sur les Etats-Unis, c'est-à-dire sur un marché libre; mais dans le nouveau tarif qu'il a adopté l'année dernière au sujet de tous les produits sans exception; il a frappé les produits américains d'un impôt très lourd, et au cours de la session actuelle il est allé plus loin en imposant sur les pommes américaines, les pommes,

denrées des plus importantes—dont il s'importe seulement environ 200,000 barils au Canada, une taxe représentant 900 p. 100 de plus que celle imposée par les Etats-Unis sur les nôtres. Le Gouvernement a cherché, de toutes manières, à nuire au commerce qui devrait se faire si naturellement entre nous et nos voisins, il est allé jusqu'à envoyer des émissaires au delà des océans, dans le but de nouer des relations commerciales difficiles, pendant qu'il ignorait le commerce que nous aurions pu faire à nos portes; il a oublié que l'inoxérable loi de l'offre et de la demande devait donner un immense avantage aux produits canadiens aux Etats-Unis et développer un commerce déjà prospère en dépit des difficultés du passé; il a oublié qu'il y a, tout près de la frontière canadienne, de grandes villes comme Portland, Boston, Baltimore, Washington, Philadelphie, New-York, Cleveland, Chicago, Milwaukee, Saint-Louis, Minneapolis et Saint-Paul—il y en a jusqu'au Pacifique—où des millions de consommateurs seraient heureux de pouvoir obtenir les produits de l'est et de l'ouest du Canada.

Mon honorable ami a dit ce qu'il se proposait de faire et nous a raconté une histoire fort intéressante. L'ouvrage qu'il a fait sur le papier dénote un grand effort, il démontre que plusieurs sténographes ont dû y être employés, il dénote beaucoup de réflexion et fait beaucoup d'honneur au ministre du Commerce. L'honorable ministre s'est déclaré favorable à l'encouragement de l'instruction industrielle et technique; il ne l'a pas dit en toutes lettres, mais il nous a avoué combien la chimie serait utile en vue d'augmenter la production au Canada. A-t-il jamais entendu parler du rapport de la commission d'instruction technique et industrielle, rapport fait par des hommes de la plus grande expérience et absolument favorable à l'objet même que l'honorable ministre a prôné cet après-midi, rapport qui fut soumis au Gouvernement actuel peu après son arrivée au pouvoir, mais qu'il a laissé de côté jusqu'à présent et auquel il n'a aucunement songé à donner effet? Depuis quand le Gouvernement actuel est-il au pouvoir? A en juger par ses œuvres on dirait qu'il vient d'y arriver; mais à en juger d'après le rapport de l'auditeur général, on voit qu'il est là depuis quatre ans, car un gouvernement, si extravagant fût-il, doit nécessairement prendre plusieurs années pour faire autant de dépenses que celui-ci en a faites. Il y a quatre ans qu'il est au pouvoir et il n'a pas tenté une seule démarche pour encourager l'instruction industrielle et technique au Canada. Le ministre du Commerce vient nous dire, cepen-